

La constitution

ont été humiliés et révoltés par les injustices qu'ils ont dû subir. Comment dois-je voter alors sur une résolution qui propose la constitutionnalisation d'une charte des droits et libertés et le rapatriement de la constitution de Grande-Bretagne? Comment chacun de nous va-t-il voter en son âme et conscience? Allons-nous nous laisser guider par les principes et le contenu de la résolution ou par la démarche? Il incombe à chacun d'entre nous de se décider, et au moment de prendre sa décision, il faut faire passer les personnes avant le parti, le pays avant la province et la conscience avant les raisons de convenance.

Une voix: Bravo!

M. Yurko: Mon parti a décidé de fonder sa décision collective en fonction de la démarche, la majorité de mes collègues ayant rejeté l'action unilatérale du Parlement fédéral en ce qui concerne le rapatriement et la charte des droits.

Je l'ai déjà déclaré publiquement en toute franchise, je suis en désaccord avec la plupart de mes collègues. Par contre, j'appuie le premier ministre Davis et le premier ministre Hatfield et tous les partisans conservateurs.

J'ai décidé de fonder ma décision sur le principe et le contenu de la résolution plutôt que sur la démarche. Ce faisant, et après avoir annoncé cette décision, j'ai reçu de nombreuses lettres. Pour chaque lettre dénonçant ma position, j'en ai reçu pas moins de trois qui m'approuvaient. Que disaient ces lettres? Ceux qui m'appuient affirment d'abord que le moment est venu de rapatrier la constitution si nous voulons bâtir un pays. Ensuite, on disait qu'il était à la fois improbable et illusoire de s'attendre à l'accord unanime des provinces. En troisième lieu, une charte des droits était essentielle et enfin, l'unité nationale est une chose qu'il faut maintenir à tout prix.

● (2120)

Ceux qui désapprouvaient ma position le faisaient pour trois raisons. Premièrement parce qu'ils se préoccupaient véritablement des dissensions entre les provinces au sujet du processus constitutionnel et parce qu'ils s'inquiétaient des différences de statut entre elles et de l'absence de référence à Dieu; deuxièmement parce qu'ils détestaient foncièrement le premier ministre notamment à cause de ses antécédents; troisièmement parce qu'ils étaient fanatiquement et principalement hostiles au fait français, à sa constitutionnalisation et à sa progression. La plupart des lettres des détracteurs de la troisième catégorie n'étaient pas signées.

En revanche, les auteurs des lettres positives étaient convaincus quand ils disaient se préoccuper de la cohésion ou de l'unité nationale. Cette merveilleuse préoccupation émotionnelle et touchante pour notre pays n'a pas été sans me rappeler pourquoi j'ai commencé à faire de la politique en 1968, après avoir travaillé près de sept ans aux États-Unis. En 1968, j'ai prononcé mon premier discours dans une circonscription où se présentait aussi un grand bonhomme dégingandé, le député d'Edmonton-Nord (M. Paposki), qui a été nommé candidat de notre parti. Voilà pourquoi je suis retourné à la politique provinciale. Voici ce que j'ai déclaré à l'occasion de ce discours:

Les fondations mêmes de notre nation vacillent. Si elles sont chancelantes, c'est parce que les Canadiens n'ont pas de dessin commun pour leur pays. Nous vivons dans un pays divisé par la géographie, divisé par l'origine, divisé par les richesses, divisé par les croyances et divisé par les désirs.

On constate dans notre pays l'apparition d'une gangrène—une gangrène qui s'appelle «le séparatisme». Il y a une espèce qui croît dans l'Est et une autre dans l'Ouest. Chacun de nous doit reconnaître la nécessité de faire disparaître cette gangrène du visage de notre nation. Nous sentons tous le besoin de servir sous un seul drapeau, au son d'un seul hymne et de reconnaître un seul «canadianisme». Un «canadianisme» qui soit suffisamment large et souple pour pouvoir embrasser toutes nos cultures, plus d'une langue si nécessaire, toutes nos croyances et tous nos espoirs. Un «canadianisme» qui confortera notre nation. Un nationalisme puissant qui sera un élément moteur de la communauté internationale. Je m'engage, si je suis élu, à déployer tous mes efforts pour contribuer à l'avènement de ce canadianisme.

Depuis 13 ans, je n'ai cessé de me dévouer à cette cause que je m'étais promis d'atteindre lors de cette campagne, et je continuerai à le faire.

En effet, nos préoccupations pour l'unité nationale, pour la cohésion nationale et pour l'avènement d'une fraternité canadienne sont aussi actuelles aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a 13 ans.

Le Canada est le théâtre de querelles dont les enjeux sont la richesse, le pouvoir, le prestige, la survie et la domination. L'ivraie séparatiste s'est étendue considérablement depuis 13 ans. Nous avons dû faire face à une tentative sérieuse de séparatisme, par le biais d'un référendum démocratique, sous le vocable «souveraineté-association». Le fédéralisme canadien a gagné cette manche, grâce aux efforts de bien des gens, notamment de nombreux députés. Pourquoi n'avons-nous pas été capables de régler efficacement les problèmes de notre pays, qui vont en s'intensifiant? Je soutiens que c'est parce que notre constitution se trouve dans un autre pays et que nous n'avons pas encore trouvé le moyen de la modifier progressivement, quand le besoin s'en fait sentir, pour l'adapter à la réalité d'une société complexe, de plus en plus interdépendante.

Nous avons continué de nous chamailler et de nous quereller au sein de cette quasi-fédération de dix provinces dotée d'un parlement national central. Il faut rapatrier la constitution canadienne maintenant. Il est plus que temps. Retarder l'échéance ne servira qu'à accroître les divisions et les tensions nationales. Peut-être peut-on imputer directement la recrudescence de ces divisions à l'échec de ce Parlement national et à la croissance stupéfiante des gouvernements provinciaux depuis la guerre. Cette résolution ne saurait échouer. Elle doit réussir.

Il y a beaucoup de hargne à la Chambre. Mon expérience de l'autre assemblée à laquelle j'ai siégé pendant dix ans ne m'a pas habitué à tant de hargne. D'un côté comme de l'autre, on se lance des accusations douteuses. Pourtant, nous nous présentons devant les citoyens comme les façonners et les bâtisseurs d'un pays. Quel beau spectacle télévisé nous offrons à nos concitoyens jour après jour! Le sectarisme politique se fait sentir partout à la Chambre, et ce mal qui limite les horizons constitue une entrave à un véritable leadership et à l'évolution nationale. Cela vaut pour tous les côtés de la Chambre.

La discorde et la hargne entre les régions, entre les provinces et le Parlement n'est ni plus ni moins que le reflet de la discorde qui règne dans cette enceinte. Il nous reste à trouver une cause commune, une orientation commune ou un destin commun en tant que nation. Nous ne sommes même pas une véritable nation sur le plan juridique puisque notre constitution se trouve dans un autre pays, mais nous sommes devenus une nation en esprit. Nous sommes habités par l'esprit de la fraternité universelle dans lequel les peuples de pratiquement tous les pays du monde peuvent vivre, travailler, s'amuser, fraterniser et pratiquer leur religion séparément, et pourtant